

Sommaire

L'événement – Crise grecque	1
Le PCF solidaire.....	2
Les élus communistes votent contre le plan FMI/Eurogroupe de sauvetage	3
Question d'actualité au gouvernement de Nicole Borvo, président du groupe CRC au Sénat.....	7
Actualité – La campagne « retraites »	8
Vie du Parti – Le congrès	8
Le congrès.....	8
Souscription nationale : l'heure de la relance.....	10
Communication	10
Bulletins.....	10
Communiqués de presse.....	11
Aide à la communication.....	11
Bulletin Idées.....	13

L'ÉVÉNEMENT – Crise grecque

En Grèce comme en France avec les retraites, les marchés financiers veulent s'emparer des biens publics à fin de profits. La crise grecque actuelle est le dernier épisode en date de la crise financière mondiale. Les spéculateurs n'attaquent plus une monnaie, ils attaquent un État, avant le prochain épisode, qui s'appellera Portugal, Irlande, Espagne. Et à quand le tour de la France ? A l'Assemblée nationale, seul le groupe communiste a voté contre le plan européen. Jean-Pierre Brard en a présenté les raisons en faisant le lien avec les attaques du gouvernement français notamment sur les retraites (voir plus loin).

C'est la crise d'un système à bout de souffle !

Sauver la Grèce, disent-ils ? Non, sauver les créanciers de la Grèce sans qu'ils n'aient à contribuer au financement de leurs propres turpitudes. Leurs noms : Société générale, Crédit agricole, BNP, Deutsche Bank, Hypobank, Crédit suisse. Et il y en a dont on ne parle pas : ce sont les fabricants d'armes allemands et français, qui ont des créances très importantes.

Le gouvernement français et l'Europe ont laissé se développer un sentiment de panique, renforcé par l'utilisation d'un jargon incompréhensible du commun des mortels : des credits default swaps, aux ventes à découvert, en passant par le rôle des agences de notation, des montages financiers complexes aux défaillances structurelles de la zone euro, ils ont tenté encore une fois d'enfumer les esprits pour pouvoir expliquer que les gouvernements contrôlent la situation et qu'il suffit de leur faire confiance.

En fait, la complexité de la situation sert à occulter le fait que ces crises économiques ne sont pas si difficiles à comprendre lorsqu'on se demande qui en profite, et qui en paie la note.

Faire payer les peuples ?

En ce qui concerne la crise financière internationale, tout le monde a compris aujourd'hui que les pratiques spéculatives des banques et le système du casino financier mondial ont très largement contribué à précipiter les économies réelles dans la récession. Ceux qui s'étaient engraisés pendant des années en spéculant sur les dettes immobilières des particuliers – les fameuses subprimes – ont pu renouer très rapidement avec ces bénéfices, grâce à l'intervention de l'argent public.

Mais ceux qui n'étaient pas responsables de la crise, les peuples continuent aujourd'hui d'en payer la facture : pour notre seul pays, plus de 600 000 emplois ont été détruits, et le plan de relance – rendu nécessaire par l'irresponsabilité des banques, ou leur cupidité – est la cause principale d'un déficit record d'environ 150 milliards d'euros pour 2010.



Lors de la crise financière, la France n'a pas hésité à mettre sur la table près de 350 milliards d'euros pour sauver les banques de la faillite ; et au niveau européen, c'était 3 600 milliards d'euros ! Aujourd'hui, la France dit qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites hors de la poche des salariés et les pays de l'Union européenne consentent à prêter la bagatelle de 30 milliards d'euros à 5% alors qu'ils ont emprunté cet argent à 2%. L'aide à la Grèce rapportera 160 millions d'euros à la France, environ 240 millions à l'Allemagne, et près de 700 millions d'euros à l'ensemble des pays prêteurs. De la solidarité, ça ? Non ! C'est de l'usure au petit pied !

Qui, à part les banques et les États, profitera du « plan d'aide » ?

Les Grecs certainement pas ! En imposant au peuple grec un plan d'austérité comme on n'en a jamais vu, en démantelant la fonction et les services publics, en détruisant le système de sécurité sociale et les retraites et en vidant le droit du travail de sa substance, les secteurs potentiellement lucratifs – la santé, l'éducation, la culture – sont livrés aux appétits des grands groupes privés. Et c'est au même sort qu'on veut livrer les retraites. On comprend ainsi mieux la hâte de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement à conduire leur réforme des retraites en France. La réforme est dans les cartons, elle est ce que demandent les marchés. Le pouvoir veut leur livrer l'un des piliers majeurs de notre modèle social.

Il y a des alternatives

Le peuple grec et la Grèce ont besoin de mesures inspirées d'une toute autre logique, favorisant les coopérations, l'emploi, le pouvoir d'achat et répondant aux besoins sociaux.

Pour toute l'Europe, il est plus nécessaire que jamais de combattre la stratégie de Lisbonne, le pacte de stabilité et les règles de la BCE. Il en va de même pour toutes ces politiques européennes qui convergent dans leur volonté d'imposer aux peuples l'austérité et la régression au seul bénéfice des acteurs spéculatifs à la recherche des profits maximum.

Il est urgent de rassembler et de lutter pour de véritables politiques européennes de coopération budgétaire et fiscale au service d'objectifs sociaux, écologiques et pour le développement de l'emploi ; urgent d'imposer un contrôle strict et des taxations significatives des mouvements financiers ; urgent de mettre à contribution les revenus des acteurs financiers et des grands actionnaires dans le cadre de la création de pôles bancaires publics coopérant à l'échelle européenne ; urgent de transformer profondément la BCE pour qu'elle devienne un outil au service des États de l'Union et de leurs peuples.

Le monde du progrès se rassemble en France sur les retraites avec les syndicats, la gauche, les intellectuels et les citoyens. Il doit le faire en Europe aussi, pour résister et imposer d'autres logiques.

Le PCF solidaire

Des dizaines et des dizaines de milliers de personnes manifestent à Athènes et dans d'autres villes de Grèce contre le plan d'austérité draconien que le gouvernement grec, l'Union européenne et le FMI veulent imposer à ce peuple qui exprime avec une force inédite sa colère, son rejet de la régression sociale et de la loi des marchés financiers.

Les violences exacerbées sifflées par les manifestants eux-mêmes, la mort de plusieurs personnes dans des conditions dramatiques, l'état d'alerte générale décrété par la police révèlent la gravité et le niveau de la tension sociale dans un contexte de résistance populaire massive contre un plan d'austérité aux mesures socialement et économiquement dangereuses.



Banderole déployée par le Parti communiste grec cette semaine sur le Parthenon

Le Parti communiste français réaffirme sa solidarité avec le peuple grec. Le mouvement social, large et déterminé, a besoin de tous les soutiens possibles en Europe.

Les communistes vont prendre dès ce week-end de nombreuses initiatives pour manifester leur solidarité avec le peuple grec et notamment en écho à l'initiative des communistes grecs qui ont déployé cette semaine une banderole sur l'Acropole où nous pouvions lire « *Peuples d'Europe, soulevez-vous* ».

A l'occasion de la fête de l'Europe et en soutien au peuple grec, les communistes français déploieront à leur tour, une grande banderole devant les marches du Trocadéro à Paris, dimanche 9 mai 2010 à 14h30 : « Avec le peuple grec, debout contre la finance ».

Alors que des dizaines et des dizaines de milliers de personnes manifestent cette semaine à Athènes et dans d'autres villes de Grèce contre le plan d'austérité draconien que le gouvernement grec, l'Union européenne et le FMI veulent imposer aux citoyens, le peuple grec exprime avec une force inédite sa colère, son rejet de la régression sociale et de la loi des marchés financiers.

Les communistes français seront de cette bataille et apporteront leur soutien au peuple grec en déroulant une grande banderole « Avec le peuple grec, debout contre la finance », devant les marches du Trocadero à Paris.

En présence de Marie-George Buffet, Pierre Laurent, ainsi que de nombreux élu-e-s et militant-e-s communistes.

Les élus communistes votent contre le plan FMI/Eurogroupe de sauvetage

L'intervention de Jean-Pierre Brard à l'Assemblée nationale le 3 mai au nom du groupe des députés communistes, républicains et du parti de gauche.

Je voudrais commencer par deux citations. La première est de Jaurès, que je ne fais pas que citer, mais que je lis, à la différence du Président de la République : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ». Madame la ministre, vous avez péché par omission. Vous n'avez pas dit toute la vérité.

La seconde citation est de Jean-Pierre Vernant, brillantissime helléniste et grand résistant, mort récemment, qui a dit : « Le vrai courage, c'est, au-dedans de soi, de ne pas céder, ne pas plier, ne pas renoncer, être le grain de sable que les plus lourds engins, écrasant tout sur leur passage, ne réussissent pas à briser. » Or, vous, vous n'avez pas résisté. Vous avez plié. Vous avez renoncé, parce que vous n'aviez pas envie de résister. Nous reviendrons sur tout cela au cours du débat, madame et monsieur les ministres.

La crise actuelle est le dernier épisode en date de la crise financière mondiale. La crise des subprimes apparaîtra bientôt comme anecdotique. Les spéculateurs n'attaquent plus une monnaie, ils attaquent un État, avant le prochain épisode, qui s'appellera Portugal, Irlande, Espagne. Et à quand le tour de la France ? Et peu importe la monnaie dans laquelle les spéculateurs récupèrent les profits de leurs turpitudes.

Cette crise est grave : c'est la crise d'un système, de votre système. D'un système à bout de souffle ! Sauver la Grèce, dites-vous ? Non, sauver les créanciers de la Grèce sans qu'ils n'aient à contribuer au financement de leurs propres turpitudes. Leurs noms : Société générale, Crédit agricole, BNP, Deutsche Bank, Hypobank, Crédit suisse. Et il y en a dont on ne parle pas : ce sont les fabricants d'armes allemands et français, qui ont des créances très importantes. Nous y reviendrons, mais vous êtes parfaitement au courant, madame Lagarde, je n'en doute pas : rien d'important ne saurait vous échapper.

« Jamais, dans une cité, les lois n'auraient la force qui convient, si elles n'étaient pas maintenues par la peur », disait Sophocle. Oui, madame la ministre, je vous accuse de gouverner par la peur et de ne pas dire la vérité ; je vous accuse, vous et votre gouvernement, d'avoir attendu qu'il y ait urgence, pour exploiter cette urgence avec vos collègues des autres États – Jérôme Cahuzac l'a d'ailleurs dit tout à l'heure.

Depuis la fin de l'année 2009, tous les analystes économiques s'inquiètent de la situation grecque. Depuis plus de cinq mois, tous les spécialistes ont attiré l'attention des gouvernements sur les risques que faisait peser sur l'économie mondiale le niveau de la dette grecque. Pourtant, vous avez attendu le mois de mai pour nous présenter – en urgence – un plan d'aide à notre partenaire européen.

Est-ce de l'incompétence en matière économique, ou cela relève-t-il du calcul politique ? Madame la ministre, je ne dis pas cela par complaisance, mais je ne vous crois vraiment pas incompétente. (Sourires.) Vous faites d'autres choix que les nôtres, on le voit bien, mais vous êtes cohérente.

Entre le mois de novembre 2009 et aujourd'hui, vous avez laissé les spéculateurs poursuivre leur course folle et réaliser des bénéfices indécents – sur le dos, bien sûr, de la population grecque. Les spéculateurs et les marchés vous fascinent, madame Lagarde, on l'a déjà vu ; vous n'imaginez pas le monde sans eux.

Vous avez aussi laissé se développer un sentiment de panique, renforcé par l'utilisation d'un jargon incompréhensible du commun des mortels : des credit default swaps – c'est comme cela que l'on dit, madame la ministre ? – aux ventes à découvert, en passant par le rôle des agences de notation, des montages financiers complexes aux

défaillances structurelles de la zone euro, vous enfumez les esprits pour pouvoir expliquer que le Gouvernement contrôle la situation et qu'il suffit de vous faire confiance.

Eh bien, nous ne vous faisons pas confiance ! Nous ne faisons confiance ni à vous, ni au Gouvernement, ni aux dirigeants actuels de l'Union européenne, ni au Fonds monétaire international. La complexité de la situation vous sert à occulter le fait que ces crises économiques ne sont pas si difficiles à comprendre lorsqu'on se demande qui en profite, et qui en paie la note.

En ce qui concerne la crise financière internationale, tout le monde a compris aujourd'hui que les pratiques spéculatives des banques et le système du casino financier mondial ont très largement contribué à précipiter les économies réelles dans la récession. Ceux qui s'étaient engraisés pendant des années en spéculant sur les dettes immobilières des particuliers – les fameuses subprimes – ont pu renouer très rapidement avec ces bénéfices, grâce à l'intervention de l'argent public. Mais ceux qui n'étaient pas responsables de la crise continuent aujourd'hui d'en payer la facture : pour notre seul pays, plus de 600 000 emplois ont été détruits, et le plan de relance – rendu nécessaire par l'irresponsabilité des banques, ou leur cupidité, je vous en laisse juge – est la cause principale d'un déficit record d'environ 150 milliards d'euros pour 2010.

En ce qui concerne la crise grecque actuelle, il faut comprendre qu'elle s'inscrit dans la droite ligne de la crise financière mondiale. Si tous les pays européens, si toutes les économies réelles subissent aujourd'hui les conséquences de la crise financière, l'économie grecque a été tout particulièrement touchée. Certes, le ralentissement de l'économie mondiale a eu de graves conséquences pour les deux piliers de l'économie grecque : le tourisme et le commerce maritime. Mais la raison fondamentale est le rôle joué par les établissements financiers, en particulier par Goldman Sachs, fort légitimement stigmatisé par le Président de la République – mais s'il a vu l'arbre de Goldman Sachs, le Président de la République n'a pas vu la forêt : la Société générale, la BNP, le Crédit agricole, pour les établissements français, ou encore le Crédit suisse, que je cite à nouveau : dans cette affaire, il va tirer les marrons du feu sans même que la Confédération helvétique soit mise à contribution.

En clair, après avoir spéculé sur les difficultés financières des familles américaines surendettées, les établissements financiers se sont rabattus sur la dette des États, en particulier celle de la Grèce. Ils ont ainsi franchi une étape nouvelle. Comme l'aurait dit un ancêtre auquel je fais souvent référence et avec lequel vous êtes en train de vous familiariser, madame Lagarde, il y a une sorte de bond qualitatif – c'est un bond qualitatif vers le pire ! La crise grecque n'est que le premier avatar d'une nouvelle forme, gravissime, de la crise. C'est une menace pour tous les peuples, aggravée par les gouvernements qui – par absence de volonté politique de s'y opposer – relaient les intérêts des spéculateurs.

Le casino est reparti. Si la cible a changé, les conséquences seront encore plus désastreuses pour la grande majorité d'entre nous. Les réponses proposées par le Gouvernement sont encore plus injustes aujourd'hui qu'il y a un an. L'avenir du peuple grec ne compte pour rien dans vos calculs, et votre cynisme ne connaît plus aucune limite. On a entendu s'exprimer la compassion pour les Grecs, mais votre plan n'est pas un plan de solidarité avec les Grecs, avec l'État grec, avec le peuple grec ; c'est un plan de solidarité avec les créanciers de l'État grec, ce qui est, vous en conviendrez, plus qu'une nuance.

Comparons brièvement le plan de sauvetage des banques des années 2008 et 2009 avec celui que vous soumettez aujourd'hui à l'Assemblée nationale, et que vous osez qualifier de plan de « solidarité nationale avec la Grèce ». En réalité, c'est tout le contraire, et vous l'avez-vous-même confirmé, madame la ministre, en vous vantant du fait que les intérêts gagnés par la France s'élèveraient à 160 millions d'euros.

J'imagine, madame Lagarde, le petit paysan grec ramassant des olives, que vous allez presser encore davantage pour lui faire rendre quelques centimes d'euros qui iront dans la poche des actionnaires de la BNP ou de quelques autres ! C'est immoral ! C'est insupportable, de s'enrichir ainsi du travail et de la misère de ces pauvres gens – car je n'ai pas entendu dire que ce sont les armateurs descendant d'Onassis qui vont payer la note. Vous souriez, madame la ministre, et vous avez même l'air de croire ce que vous dites. Que vous êtes candide ! Que vous êtes naïve ! Depuis quand, sous l'empire de vos régimes, avez-vous vu les riches mis à contribution ? Ils mettent les pauvres à contribution pour s'enrichir, oui, mais dès lors que vous exercez le pouvoir cela ne va jamais dans l'autre sens.

Lors de la crise financière, la France n'a pas hésité à mettre sur la table, dans les conditions qui ont été rappelées tout à l'heure, près de 350 milliards d'euros pour sauver les banques de la faillite ; et au niveau européen, c'était 3 600 milliards d'euros ! Aujourd'hui, l'Union européenne consent, dans sa grande magnanimité, à prêter la bagatelle de 30 milliards d'euros – un peu plus maintenant, si on se rapporte à la durée que vous évoquez – à notre ami grec, au nom de la solidarité, bien sûr.

Madame Lagarde, monsieur Baroin, je n'évoquerai pas ici les 50 milliards d'euros de réparations dues par l'Allemagne à la Grèce. Comme vous le savez, il y a un accord entre ces deux pays pour le paiement des réparations après la guerre : cet accord prévoyait que les réparations devaient être payées après la réunification. Malgré les relances des victimes du nazisme, malgré les relances du gouvernement grec, l'Allemagne ne s'est toujours pas acquittée de sa dette, qui représente aujourd'hui 50 milliards d'euros. Pourquoi n'en parlez-vous pas avec Mme Merkel ? Mme Merkel, sans doute parce qu'elle est fille de pasteur, fait volontiers la morale à la terre entière. Mais pourquoi donc n'honore-t-elle pas ses dettes avant de critiquer les autres ? Compte tenu du fondement de cette dette, on ne le répètera jamais trop, c'est une question de morale. Cette dette a été payée à la France, pourquoi ne le serait-elle pas à la Grèce ?

C'est une bonne référence : la Russie assume effectivement les engagements de l'Union soviétique, car il y a une continuité des États malgré les événements qui marquent les histoires nationales. C'est une règle internationale intangible, ne vous en déplaie !

Monsieur Chartier, ce n'est pas parce que vous conservez, dans les paires de draps de votre grand-mère, quelques titres d'emprunts russes que vous n'avez pas réussi à vous faire rembourser, que vous allez nous faire sortir les mouchoirs de la poche ! J'espère que vous avez d'autres titres, et en particulier des titres de gloire : cela vaut toujours mieux que les actions qui se développent au détriment de ceux qui les font prospérer dans les entreprises.

L'aide à la Grèce rapportera 160 millions d'euros à la France, environ 240 millions à l'Allemagne, et près de 700 millions d'euros à l'ensemble des pays prêteurs. De la solidarité, ça ? Non ! C'est de l'usure au petit pied !

Vous êtes âpres, inexorables. Prenons-en pour preuve les contreparties exigées de ceux à qui vous prêtez, les banques en 2008-2009, le peuple grec maintenant. Faisons la comparaison.

Votre gouvernement n'a exigé aucune contrepartie sérieuse des banques qu'il a renflouées ; il n'a exigé aucun contrôle, aucune participation au capital de ces banques. Quant à la moralisation du capitalisme – comme si ces deux termes n'étaient pas par essence contradictoires – promise par le Président de la République dans son fameux discours de Toulon, sans doute dans un moment d'égarement, l'avez-vous vue arriver ? Avez-vous vu une régulation de la finance internationale ? La crise actuelle montre, avec éclat, que ces paroles n'étaient que fari-boles.

En revanche, lorsqu'il s'agit de prêter quelques sous à la Grèce, la France, l'Europe et le FMI s'acharnent contre son peuple en exigeant un plan d'austérité d'une ampleur sans précédent. Les « partenaires » européens de la Grèce, si l'on peut ainsi les qualifier, exigent une baisse de 15 % des salaires dans les secteurs public et privé, un relèvement de l'âge de la retraite à soixante-sept ans, une baisse des pensions, des milliers, voire des centaines de milliers de suppressions d'emplois dans le secteur public, l'abolition des conventions collectives, la remise en cause de toute restriction légale à la suppression d'emplois dans le secteur privé, sans parler des privatisations et des nombreuses coupes dans les budgets de la santé, de l'éducation ou de la recherche. N'a-t-on pas même entendu parler ce matin d'une exigence de privatisation des transports publics ?

Pour vous, le principal est ailleurs. Le plan européen concernant la Grèce a, lui aussi, pour but de garantir les bénéfices des banques et des marchands d'armes. Les banques françaises détiennent en effet plus de 50 milliards d'euros d'obligations de l'État grec et les établissements bancaires allemands en possèdent pour près de 30 milliards d'euros. Venir en aide à la Grèce, dites-vous ? Non, il s'agit de garantir que les banques seront remboursées de leurs prêts sans avoir à mettre la main à la poche !

Que se passerait-il sinon, nous dit-on ? Mais quels sont les plus apeurés lorsque survient un sinistre ? Ce sont ceux qui ont prêté l'argent ! Si un accident survenait, alors les conditions politiques, surtout sous la pression d'États volontaristes, existeraient pour que les banquiers soient contraints de mettre la main à la poche, alors qu'ils ont très largement profité de la fragilité grecque en exigeant, vous le savez comme moi, des taux d'intérêt particulièrement élevés.

La responsabilité des gouvernements grecs successifs, particulièrement pointée du doigt par nos amis d'outre-Rhin, est réelle. Rassurez-vous, mes chers collègues, les députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine ne vont pas vanter les mérites de la classe dirigeante grecque. Tout comme en France, celle-ci a abandonné aux marchés financiers le pouvoir dont elle a été démocratiquement investie par la population. Cela justifie-t-il pour autant un acharnement moralisateur, nourri parfois de chauvinisme et de préjugés nationaux ?

Je vous rappelle, mes chers collègues, que le maquillage des comptes publics grecs n'est pas une nouveauté. Depuis l'année 2004, au moins, l'Institut européen de statistiques, Eurostat, a attiré l'attention sur l'existence de ces pratiques. Jusqu'à aujourd'hui, cela n'a dérangé personne parce que toutes les grandes banques européennes

et américaines ont tiré profit du surendettement grec. Cela n'a pas dérangé l'économie allemande parce que ces crédits ont servi à financer ses exportations.

D'ailleurs, madame la ministre, monsieur le ministre, quand on y regarde bien, on voit toujours le même phénomène. Certains ont fait semblant de découvrir les subprimes, en 2008. En réalité, le danger était dénoncé bien avant, y compris par des diplomates français qui écrivaient des notes au Gouvernement français, notes qui n'ont peut-être jamais été lues.

Rappelez-vous l'affaire Kerviel ! Les turpitudes de Kerviel ne gênaient personne tant que cela permettait à la Société générale de gagner. Mais le jour où on constate une contre-performance, malheur aux pelés et aux galeux ! Il en va de même pour la Grèce : ce qui s'y est passé était connu – je viens de le rappeler – grâce à Eurostat, mais, à ce moment-là, personne n'a protesté dans les hautes instances.

J'en reviens à l'acharnement de nos amis allemands, et en particulier de la droite au pouvoir. Il ne s'explique pas tant par des considérations d'ordre économique ou monétaire. Cet acharnement – cette arrogance parfois – repose sur un calcul électoral, et même, quand il s'agit de M. Westerwelle, sur le populisme, pour faire prospérer son électorat sur des bases, il faut le dire, un peu nauséabondes. J'en reste là pour ne pas évoquer le passé.

Parce que la droite allemande risque de perdre le Land le plus peuplé du pays, elle a voulu jouer sur un sentiment national, celui de la fierté, sans doute légitime, lié au souvenir d'une monnaie forte et d'une gestion économique plutôt efficace.

Mais le peuple allemand lui-même, qui a produit tant de grands esprits, n'est pas dupe. Il y a quelques jours, un sondage a montré que près des deux tiers des Allemands souhaitent que les banques soient mises à contribution pour le sauvetage des finances publiques grecques. Vous reconnaîtrez avec moi que les Allemands sont fort sages, plus sages que leur Chancelière, qui mérite effectivement de perdre les élections dimanche prochain puisque, si les Allemands traduisent dans leur bulletin de vote les convictions exprimées dans les sondages, cela ne correspondra pas à la ligne de la Chancelière.

N'est-ce pas du cynisme et de la soumission que d'associer les banques non pas au sauvetage des finances grecques, mais aux profits que ce sauvetage rapportera à certains États ? Or, je le répète, les fonds levés pour « aider » les Grecs seront levés sur les marchés financiers. Les banques prêtent aux États qui, eux, prêtent à la Grèce. Les banques et les États y gagnent tandis que le peuple grec paie de ses droits sociaux.

N'est-ce pas du cynisme que d'offrir un crédit à une personne qui se trouve, pour évoquer un projet de loi récent, en situation de surendettement, précisément parce que les crédits précédemment vendus ont été beaucoup trop chers ? En effet, comme dans le cas des personnes privées qui se retrouvent avec une dette colossale parce que les taux d'intérêt pratiqués par les banques sont tellement élevés qu'ils déclenchent le cercle vicieux de l'endettement, l'État grec a lui aussi subi les appétits insatiables des usuriers de la finance mondiale.

N'est-ce pas du cynisme que de se cacher derrière les dispositions juridiques du traité de Lisbonne pour pouvoir profiter des remboursements grecs ? Certes, le traité de Lisbonne interdit à la BCE de prêter directement aux États de la zone euro, alors que cela avait été possible pour venir en aide à la Lettonie ou à la Roumanie.

Reconnaissez, madame la ministre, que c'est un mauvais traité. On juge de la valeur du traité non pas par les bâtons qu'il vous met dans les roues, mais plutôt par les facilités qu'il vous offre pour sortir des difficultés. On a trouvé que ce traité était bon pour la Lettonie et la Roumanie, mais les contraintes qu'il impose beurrent la tartine des marchés financiers, alors que la Banque centrale est là et devrait jouer ce rôle que vous lui refusez.

Quand un outil n'est pas adapté, c'est simple, il faut en changer ! Le traité de Lisbonne n'est pas bon, renégociez-le ! Je vous rappelle le sort que le peuple français lui avait réservé. Ce n'est que parce que la démocratie a été piétinée que ce traité peut aujourd'hui s'appliquer, il faut le rappeler. C'est un mauvais traité, qui assujettit l'Europe à la domination des marchés financiers et empêche de construire une Europe solidaire et respectueuse des aspirations des peuples. Non ! Le juridisme vous sert de bouclier ! Il vous sert de cache-sexe des intérêts que vous défendez.

Qui, à part les banques et les États, profiteront de votre « plan d'aide » ? Les Grecs certainement pas ! En imposant au peuple grec un plan d'austérité comme on n'en a jamais vu, en démantelant la fonction et les services publics, en détruisant le système de sécurité sociale et en vidant le droit du travail de sa substance, vous allez aggraver la concurrence déloyale au sein du marché de l'Union européenne et, surtout, vous préparez tous ces secteurs potentiellement lucratifs – la santé, l'éducation, les retraites – aux appétits des grands groupes privés. Mais n'est-ce pas le même sort que vous préparez pour les retraites chez nous, avant – si, par, malheur pour notre peuple, Sa Majesté était réélue en 2012 – que le même sort ne soit réservé à la sécurité sociale !

Il ne faut pas ignorer l'histoire du peuple grec. Le peuple grec a une vieille, une belle histoire. Et comme le peuple français, il a parfois des émotions. Vous êtes en train de pousser le peuple grec à la révolte. Vous ne parlez, pour l'instant, que de son gouvernement. Imaginez ce qui se passerait s'il y avait dimanche prochain des élections ! Le gouvernement grec passerait par la fenêtre !

Ce qui ne se fera pas par des élections, avec la purge que vous voulez imposer au peuple grec, peut se passer dans la rue, parce que vous avez la même démarche que le FMI avec les pays d'Afrique ou d'ailleurs. C'est une politique néocoloniale, nous y reviendrons au cours de la discussion.

Madame la ministre, monsieur le ministre, vous verrez les constantes de la politique française et allemande vis-à-vis de la Grèce depuis presque deux siècles. Si l'on établit une comparaison, à un siècle de distance, on voit que les mêmes banquiers – la Société générale, le Crédit lyonnais et l'ancêtre de la BNP, le Comptoir national d'es-compte – étaient déjà à Athènes et assujettissaient déjà le peuple grec. On trouve cela dans l'ouvrage La politique impériale de la France – si l'on utilise un adjectif plus contemporain, cela signifie la politique impérialiste. Mais c'est en fait une politique néocoloniale du nord de l'Europe vers le sud.

Ce n'est pas nouveau, c'est une constante. C'est ainsi que vous comptez construire une Europe de la solidarité, une Europe de la fraternité, en assujettissant, en humiliant un grand peuple comme le peuple grec, auquel nous devons tant dans notre histoire ! C'est une faute politique majeure et nous serons solidaires des révoltes du peuple grec. Je ne doute pas qu'il y aura des axes de solidarité entre tous ceux qui rejeteront cette injustice que vous voulez leur imposer pour essayer de mieux faire prospérer les dividendes des actionnaires, des banquiers.

Mais souvenez-vous, mes chers collègues, de cet aphorisme d'Étienne de La Boétie : « Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. ». Notre peuple, pas plus que le peuple grec, n'a vocation à vivre à genoux. Malheur à ceux qui veulent lui imposer cette posture !

Mes chers collègues, parce que vous avez l'occasion de vous lever au nom de tous ceux que vous représentez dans cet hémicycle, parce que ce n'est pas la Grèce qui a une dette envers nous, mais parce que c'est toute l'Europe qui a une dette envers le peuple grec, je vous demande, en votre âme et conscience, de réfléchir. Pensez à notre histoire ! Pensez aux ponts qui se sont établis entre nous dans les moments les plus difficiles de notre histoire ! À ce moment-là, vous ferez le bon choix en votant cette motion de renvoi en commission, parce qu'il y a d'autres solutions que ce qui nous est proposé.

Si, d'aventure, la motion que je viens de défendre n'était pas adoptée, nous développerions nos propositions tout au long de la discussion. Nous ferons la démonstration que la piste que vous avez empruntée est unilatérale. Elle va toujours dans le même sens, à savoir abonder les ressources de ceux qui ne vivent que du malheur des autres.

Question d'actualité au gouvernement de Nicole Borvo, président du groupe CRC au Sénat

Je voudrais d'abord saluer le peuple grec qui se mobilise et résiste.

Je déplore que l'action populaire ait été endeuillée par des agissements inqualifiables de quelques individus qui n'ont rien à voir avec les manifestants.

Votre gouvernement prétend aider la Grèce. En réalité, encore une fois, il soutient les banques.

Être solidaire du peuple grec, c'est refuser qu'il soit humilié et contraint de payer au prix fort une crise dont sont responsables les milieux financiers et leurs représentants politiques en Grèce. C'est refuser que ce peuple soit plongé encore dans une dangereuse récession.

En 2008, vous étiez prêts à mettre 340 milliards d'euros d'argent public à la disposition des banques, sans conditions. Depuis, elles continuent leurs activités spéculatives et affichent aujourd'hui des profits insolents.

Alors qu'elles se refinancent sur les marchés au taux directeur de la BCE – autour de 1 % -, elles vont prêter à l'Etat français à près de 3 %, lequel prêtera à la Grèce au taux prohibitif de 5 %.

Ces mêmes banques françaises, le Crédit Agricole, la Société générale, la BNP – et autres organismes financiers ont d'ores et déjà profité au cours de ces dernières années de la dette grecque, dont elles détiennent 41 %, soit 60 milliards d'euros.

Elles vont en être récompensées non seulement en n'ayant jamais pris le moindre risque, mais en engrangeant de nouveaux bénéfices.

Nous ne pouvons que faire le constat de l'inexistence d'une Europe solidaire. Par contre, l'échec de l'Europe libérale des Traités de Maastricht et de Lisbonne est patent.

Monsieur le Premier Ministre, nous refusons de passer la corde, au cou du peuple grec.

A l'évidence, il serait urgent de revoir le Traité de Lisbonne et de réorienter le rôle de la BCE.

Mais dans l'urgence, nous vous demandons, d'une part, de renoncer à faire du profit sur le prêt que vous accordez à la Grèce et de lui appliquer le taux directeur de la BCE, c'est-à-dire 1%, voire moins.

D'autre part, de prendre des sanctions à l'encontre des banques, assurances et organismes financiers qui spéculent sur les dettes des Etats.

ACTUALITÉ – La campagne « retraites »

La campagne retraite du PCF se déploie, sous l'impulsion du collectif national du PCF qui se réunit chaque mercredi. Des centaines d'initiatives et de débats sont d'ores et déjà prévues (signalez-les nous). Tous les matériels sont dans les fédérations depuis le week-end dernier. Un second clip « viral » à faire circuler sur Internet est disponible depuis aujourd'hui (référence ci-dessous). Deux autres sont en préparation.



Pierre Laurent s'est exprimé lors du meeting unitaire qui s'est tenu le 6 mai à La Bellevilloise (voir vidéo ci-après).

Une vidéo d'expression directe consacrée aux retraites sera également diffusée sur les chaînes publiques :

- France 2 : lundi 10 mai à 00h30
- France 5 : jeudi 13 mai à 8h50
- France 3 : dimanche mai 16 à 11h30
- France 2 : lundi 24 mai à 00h30
- France 5 : jeudi 27 mai à 8h50

Avec de tels horaires qui nous sont imposés, il sera indispensable de faire tourner le film sur Internet. Il peut également constituer un bon support en ouverture de réunion publique. Celui-ci sera disponible dès mardi matin sur le de campagne www.onnebatpaasenretraite.fr, sur www.alternatv.fr et sur le site du PCF.

A VOIR

L'intervention de Pierre Laurent : http://www.dailymotion.com/video/xd7ufa_campagne-des-retraites-pierre-laure_news?start=1

Second clip : <http://www.onnebatpasenretraite.fr/?q=content/la-brigade-anti-vieux-en-chasse>

Signaler vos initiatives : mmilekitch@pcf.fr

VIE DU PARTI – Le congrès

Le congrès

Un espace public de contribution a été ouvert pour le congrès. Celui-ci est accessible sur le site :

<http://www.alternativeforge.net>

Les contributions seront ventilées dans quatre espaces :

■ Discussion sur le texte 1 (Évaluation des choix de congrès) : <http://alternativeforge.net/spip.php?rubrique116>

■ Discussion sur le texte 2 (Transformations du PCF) : <http://alternativeforge.net/spip.php?rubrique117>

■ Discussion sur les candidatures : <http://alternativeforge.net/spip.php?rubrique118>

■ Les compte rendus d'assemblées générales : <http://alternativeforge.net/spip.php?rubrique111>

Les contributions peuvent être soumises directement sur le site. Elles seront publiées après validation (conformité avec la loi et évidemment avec le sujet). Attention, la validation peut prendre quelques heures ou attendre le lendemain lorsque l'on poste le soir.

Pour proposer une contribution, il suffit de se créer un compte. Celles et ceux qui ont déjà créé un compte sur le site AlternativeForge lors d'un précédent congrès peuvent l'utiliser sans être obligés d'en créer un nouveau. Celles et ceux qui auraient oubliés le mot de passe peuvent le récupérer par email :

<http://alternativeforge.net/spip.php?action=pass>

Bien évidemment, les principaux textes soumis à discussion peuvent également être consultés sur le site.

N'hésitez donc pas à diffuser l'adresse du site dans les réseaux militants. C'est aussi une des conditions des réussites de ce congrès que ses enjeux puissent associer le plus grand nombre possible de communistes.

Par ailleurs, les contributions peuvent être également adressées par email à congres2010@alternativeforge.net. L'envoi directement sur le site sera préféré à cette méthode car elle permet d'accélérer la publication sur le site.

Enfin, quelques bugs peuvent le cas échéant demeurer sur le site et empêcher son bon fonctionnement. N'hésitez pas à les signaler (ntic@pcf.fr).

AlternativeForge.net

Espace de débat et de préparation du XXXVème congrès du PCF

Accueil >

 **AlternativeForge**

Qu'est ce qu'AlternativeForge ? Qui a créé cet espace et pour quoi faire ? Est-il réservé aux communistes ou bien ouvert à tous ? De quoi y parle-t-on ? Comment puis-je m'y investir, contribuer, proposer, débattre ? Que peut-on y faire ou pas ? Est-ce un espace durable ou temporaire ? Les [réponses à ces questions se trouvent ici](#).
L'actualité de la préparation du congrès : [les communiqués](#) et les [rapports de référence](#).
4 espaces sont ouverts pour publier vos contributions, en fonction du sujet qu'elles concernent ou en fonction de leur nature (Compte-rendu d'une AG par exemple)
► Choix de congrès : [Proposer / Contributions / Texte de référence](#)
► Transformations du PCF : [Proposer / Contributions / Texte de référence](#)
► Candidatures : [Proposer / Contributions](#)
► Envoi d'un compte-rendu : [Proposer / Lire](#)

Ouvrir un compte

Identifiez-vous

Contribuer

Choix de congrès

Transformations du PCF

Candidatures

Envoi d'un compte-rendu

Aide

Contact technique

Contact rédaction

rechercher...

Zoom

Un congrès dans l'action

Commission des candidatures

Navigation

Contributions

Textes de référence du XXXVème congrès

Actualité du congrès

Comptes-rendus

Ressources

Documents utiles

Pistes de travail sur l'évaluation de nos choix de congrès et la poursuite de leur mise en oeuvre

Pistes de travail pour un Parti communiste français transformé

 **Actualité**

 Le 28 avril 2010
Un congrès dans l'action

 Le 16 avril 2010
Commission des candidatures

 Le 16 avril 2010
Rapport de Patrice Bessac sur les transformations du PCF

 [Des documents et infos sur l'actualité du Congrès](#)

 **Les textes de référence du XXXVème congrès**

Pistes de travail sur l'évaluation de nos choix de congrès et la poursuite de leur mise en oeuvre

Pistes de travail pour un Parti communiste français transformé

 **Contributeurs référencés**

a | b | c | d | e | f | g | h | i | j | k | l | m | n | o | p | q | r | s | t | u | v | w | x | y | z

-> Fédérations et sections PCF : sélectionnez

Souscription nationale : l'heure de la relance

Le résultat définitif de la souscription nationale pour l'exercice 2009 est de 622 530 euros. Ce résultat, en progrès sensible sur l'année précédente, révèle des disparités importantes entre les fédérations et entre les organisations du parti dans les fédérations. Cette situation appelle une discussion dans nos organisations, alors que la réalisation de nos objectifs politiques requière des moyens importants sur tout notre territoire et donc l'engagement de l'ensemble de nos forces dans la bataille.

Pour cette année 2010, nous publions ci-dessous les propositions d'objectif par fédération. L'objectif final retenu est de 700 000 euros. Ces propositions d'objectifs par fédérations sont calculées sur la base du réalisé 2009 et corrigées avec le nombre d'adhérents au 31 décembre.

Le secteur finances du Parti se tient à la disposition des fédérations pour toute précision et souhaite connaître les observations de celles-ci en retour de ce tableau.

Proposition d'objectif de souscription pour les fédérations 2010

	Fédérations	
01	AIN	2450
02	AISNE	3500
03	ALLIER	19600
04	ALPES Hte PROVENCE	4690
05	ALPES HAUTES	2660
06	ALPES MARITIMES	12600
07	ARDECHE	5600
08	ARDENNES	4200
09	ARIEGE	3850
10	AUBE	3500
11	AUDE	7000
12	AVEYRON	2800
13	BOUCHES DU RHONE	19600
14	CALVADOS	4900
15	CANTAL	1050
16	CHARENTE	4200
17	CHARENTE MME	8400
18	CHER	7000
19	CORREZE	5250
201	HAUTE CORSE	4200
202	CORSE SUD	3220
21	COTE D'OR	3850
22	COTES D'ARMOR	7000
23	CREUSE	1050
24	DORDOGNE	4900
25	DOUBS	2450
26	DROME	4200
27	EURE	5250
28	EURE ET LOIR	3500
29	FINISTERE	9100
30	GARD	10500
31	HAUTE GARONNE	12600

	Fédérations	
32	GERS	2450
33	GIROUDE	15400
34	HERAULT	11200
35	ILE ET VILAINE	4550
36	INDRE	3500
37	INDRE ET LOIRE	9800
38	ISERE	10850
39	JURA	3500
40	LANDES	5250
41	LOIR ET CHER	3990
42	LOIRE	6300
43	HAUTE LOIRE	2100
44	LOIRE ATLANTIQUE	11200
45	LOIRET	11200
46	LOT	4200
47	LOT ET GARONNE	5250
48	LOZERE	2100
49	MAINE ET LOIRE	3150
50	MANCHE	3500
51	MARNE	5600
52	HAUTE MARNE	2100
53	MAYENNE	1610
54	MTHE & MOS.	5600
55	MEUSE	1750
56	MORBIHAN	8400
57	MOSELLE	4200
58	NIEVRE	4550
59	NORD	14000
60	OISE	6300
61	ORNE	1750
62	PAS DE CALAIS	11900
63	PUY DE DOME	6300

	Fédérations	
64	PYR ATLANT	4900
65	Htes PYRENEES	4900
66	P.O.	6300
67	BAS RHIN	2100
68	HAUT RHIN	1750
69	RHONE	14000
70	HAUTE SAONE	2800
71	SAONE & LOIRE	4200
72	SARTHE	4200
73	SAVOIE	5250
74	HAUTE SAVOIE	5250
75	PARIS	29400
76	SEINE MME	17500
77	SEINE & MARNE	11900
78	YVELINES	12600
79	DEUX-SEVRES	2100
80	SOMME	5250
81	TARN	6300
82	TARN & GARON.	2380
83	VAR	10500
84	VAUCLUSE	5250
85	VENDEE	4550
86	Vienne	4550
87	HAUTE VIENNE	5950
88	VOSES	2800
89	YONNE	3500
90	TERR. BELFORT	1400
91	ESSONNE	17500
92	HTS DE SEINE	30100
93	SEINE ST DENIS	35000
94	VAL DE MARNE	35000
95	VAL D'OISE	12600
	DIVERS	
	Total :	311 780

COMMUNICATION

Bulletins

Cette semaine, le numéro de mai de la Lettre Communisme & Écologie.

A télécharger

La lettre Communisme & Écologie : http://www.pcf.fr/IMG/pdf/Lettre_ecologie_mai_2010.pdf



Communiqués de presse

- [Le PCF condamne les profanations des tombes de soldats musulmans de Tarascon](#)
- [Fillon met en scène sur TF1 un scénario à la Grecque](#)
- [Voile intégral : « Votre politique met la cohésion de notre République en danger » \(Marie-George Buffet\)](#)
- [La recette « made in gouvernement » d'une école à plusieurs vitesses](#)
- [Rassemblement contre la réforme des retraites, jeudi 6 mai à 19h30 à la Bellevilloise](#)
- [Le PCF réaffirme sa solidarité avec le peuple grec et apporte son soutien au mouvement social](#)

Aide à la communication

La gauche et les retraites : Engagement communiste et attentisme socialiste

Le Parti socialiste n'a pas encore fait connaître ses propositions alternatives au projet de Sarkozy de remise en cause du droit à une retraite digne pour tous les salariés. Les communistes engagent un débat national pluraliste et citoyen. La bataille qui s'annonce sur l'avenir des retraites entre Nicolas Sarkozy et la droite UMP d'un côté et de l'autre la grande majorité des salariés, selon tous les sondages d'opinion, est sans doute celle qui touche le plus profondément à la nature de la société. Solidarité, avec le système par répartition et le maintien des soixante ans comme âge légal pour cesser son activité professionnelle, ou règne du chacun pour soi et de l'appauvrissement de millions de retraités avec l'augmentation des annuités et la part toujours plus grande du recours à l'épargne auprès des organismes privés, tel est la question qui domine le débat. Celui-ci touche aussi à la vie de chaque individu, qui se voit presque culpabilisé pour l'allongement de l'espérance moyenne de vie. Face au chantier le plus destructeur que la droite ait entrepris de mener, la capacité de la gauche à contribuer à la résistance sociale, à contrer les arguments gouvernementaux et à proposer des sources de financement pour assurer la pérennité du système de retraite est évidemment capitale. Et le temps est compté, car le gouvernement, qui va faire connaître son projet le mois prochain, souhaite conclure sa réforme par un vote parlementaire avant l'été. Les manifestations du 1er mai montrent la combativité du monde du travail et l'attachement des Français à un système social construit au fil des luttes syndicales et des accélérations de l'histoire, lors du Front populaire et de la Libération.

Le Parti socialiste ne souhaite visiblement pas se précipiter. Pas encore de texte présentant une alternative à l'allongement de cotisation et au recul de l'âge de la retraite. Précaution tactique d'un PS ne voulant pas dégainer avant que ne soit officiellement présenté le projet gouvernemental ? C'est la raison invoquée par Martine Aubry. « Nous avons nos réponses. Mais ce n'est pas nous qui sommes au gouvernement et nous ne voulons pas que le gouvernement en picore une ou deux, celles qui l'arrangent et dont on sait qu'elles ne régleront pas le problème. » Que Nicolas Sarkozy puisse trouver son miel dans des propositions socialistes, c'est précisément cela qui pose question. L'hypothèse la plus plausible est que le Parti socialiste n'a pas encore tranché entre l'aile gauche attachée à la retraite à soixante ans sans allongement des annuités et plusieurs responsables tentés d'emboîter le pas au gouvernement, tant sur le report de l'âge légal qu'à l'allongement des cotisations, une situation que « nous ne pourrions pas éviter », affirme le député de l'Essonne, Manuel Valls, dans une interview accordée au quotidien Nord Éclair. Le député de Paris Jean-Marie Le Guen, et le maire de Lyon, Gérard Collomb, invitent leurs camarades de la rue de Solferino à « bouger ».

L'attentisme dont fait preuve jusqu'à présent la direction socialiste va à l'encontre de la campagne d'explication que toute la gauche devrait mener pour donner aux citoyens des pièces à conviction sur les possibilités de conserver et de développer notre système de retraites. Engager un débat national, mener un travail de dévoilement auprès des citoyens, tel est le choix des communistes. Leur conseil national a engagé une bataille militante du même niveau que celle qui précéda le référendum sur la constitution européenne. « À partir des éléments clés du dossier des retraites, chacune et chacun doit pouvoir se faire sa propre opinion. Nous avons confiance dans le choix des Françaises et des Français, allons vers un débat projet contre projet, loyal et sérieux, pluraliste et contradictoire [...] sur un sujet qui mérite tout autre chose que des calculs politiques » dit Olivier Dartigolles, membre de la direction du PCF.

Dès maintenant, des milliers de réunions publiques sont programmées. Des comités citoyens se constituent avec le soutien du PCF, du Parti de gauche, de militants socialistes et l'engagement des acteurs du mouvement social et syndical.

Europe : la dictature des prêteurs d'argent

Il serait faux de croire que la Grèce est le seul pays européen sous l'œil de cyclope des marchés financiers.

On oublie qu'en décembre dernier, lorsque pour la première fois les agences de notation internationales ont baissé la note de la Grèce, dans le même mouvement elles dégradaient celle de l'Espagne. Le Portugal devait suivre peu après. Quelles sont les conséquences pour les intéressés ? Ces agences ont un système complexe de notation qui permet aux créanciers de se faire une idée de la solvabilité du débiteur. Plus la note est basse, plus le coût du financement, au travers essentiellement des taux d'intérêt, est élevé. C'est ainsi que la Grèce doit actuellement emprunter sur les marchés à 8,8 % pour les prêts à dix ans et même à 10 % sur les titres à deux ans et que le gouvernement d'Athènes, l'Union européenne et le FMI essaient d'imposer à son peuple un programme d'austérité d'une brutalité sans nom.

Le problème en Europe est de savoir qui sera la prochaine victime de ces prédateurs qui réalisent des fortunes considérables sur la misère des peuples. Un article du Monde daté du 23 mars semblait indiquer que du côté de l'Élysée, on craignait de tirer la mauvaise paille. Le journaliste rapportait ce propos prêté à un proche de Nicolas Sarkozy : « La France perdra toute influence si elle perd sa note AAA... C'est pour cela que la réforme des retraites sera de grande ampleur. » La puissante Allemagne elle-même essaie de donner des gages aux agences de notation et aux marchés financiers. Le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, a déclaré : « 2011 sera une année difficile, mais ce ne sera pas la plus difficile. Le mécanisme de résorption de la dette nous rend la vie plus difficile d'année en année. » Et de préciser : « Pour résoudre le problème, il faut absolument réduire les dépenses ou du moins dans certains cas les laisser augmenter seulement très modérément. » Le cadre est ainsi tracé également pour le peuple allemand.

Face à cette dictature des prêteurs d'argent, que peut-on opposer ? Certains, dans la gauche française, demandent que les spéculateurs soient traînés devant les tribunaux. Certes, mais cela ne rapporterait pas un kopeck aux finances grecques. Daniel Cohn-Bendit propose pour sa part d'offrir à la Grèce un grand emprunt européen. Mais qui donc le financerait, ces mêmes marchés qui mettent la Grèce à genoux ?

L'Europe ne s'en sortira pas si elle n'entreprend pas une réforme radicale de ses institutions afin que la BCE joue un autre rôle et contribue au financement des dépenses publiques utiles. Cela suppose de couper le cordon ombilical qui la lie aux marchés financiers.

Une caste de prédateurs, l'homme de l'Argent à l'Élysée

La confrontation sur les retraites est engagée, mais le pouvoir va tout faire pour détourner l'attention.

Toute honte bue, des plumes qu'on ne peut qualifier autrement que serviles, si l'on écarte la présomption de stupidité, endossent ces temps-ci, du Figaro à la Tribune, leurs oripeaux de croisés. Le capitalisme est suspect, la richesse est obscène. Le peuple perd la foi. L'hérésie se répand, il faut d'urgence défendre les riches. Les riches. Mais qu'est ce que cela veut dire ?

Toutes ces belles âmes feignent d'avoir à cœur la défense du patrimoine durement gagné, de l'héritage familial transmis aux enfants et plus simplement de défendre le juste prix du risque, de la compétence et du mérite. Mais qui mérite ces salaires des grands patrons d'aujourd'hui ou leurs retraites qui se calculent en millions d'euros ? Lequel des PDG du CAC 40 viendrait dire, sur la place publique et devant les citoyens assemblés, « je vaudrais mille fois plus que chacun d'entre vous ». La compétence ? Allons donc, quand la plupart d'entre eux ne font qu'appliquer les règles de base de la gestion capitaliste la plus conforme aux dogmes !

Licenciements, réduction des coûts, pression sur les salaires et les personnels. Ce n'est pas de l'invention, c'est le credo qu'ils psalmodient tous les jours, de conseil d'administration en conseil d'administration et chaque fois les jetons de présence s'ajoutent aux jetons de présence. Avec eux, la machine à sous fonctionne à tous les coups. Le risque ? Où est-il ; avec ces retraites pharaoniques, ces parachutes dorés. Le courage ? Il est facile, derrière les vitres teintées des limousines. Il en faut bien davantage à une femme seule avec ses enfants pour boucler ses fins de mois, à un jeune pour, de stage en stage, s'accrocher, à des retraités pour vivre avec moins de 20 euros par jour. Une caste de prédateurs a la main sur la France. Mais ce n'est pas seulement de l'injustice, une indignité. Leur projet, leur visée stratégique, c'est la soumission de l'ensemble de l'économie et de la vie sociale aux lois du capital. La retraite par capitalisation, ce n'est pas autre chose. Croit-on que ce soit un hasard si les géants de l'assurance comme Axa militent activement en sa faveur ?

Mais, on ne saurait l'oublier, la plupart des ces grands patrons sont proches, très proches du président de la République. Ou plutôt non, c'est l'inverse. C'est lui qui est proche d'eux. Oui, Nicolas Sarkozy est l'homme de l'argent à la tête de l'État et à la manœuvre. La manœuvre, pour ne pas dire la manipulation et les manipulations. Ah, la

burqa par exemple, voilà bien un objet de scandale, voilà l'urgence. Bien sûr, elle n'est pas acceptable et nous n'en voulons pas, mais est-ce cela le grand problème de la France d'aujourd'hui ? Il faut lever le voile, oui, sur la stratégie du gouvernement et du chef de l'État. Alors que la confrontation sur les retraites est engagée, ils vont tout faire pour détourner l'attention, avec l'objectif de gagner du temps et de noyer les enjeux. Nous sommes déjà fin avril. Ils veulent boucler le projet de loi dans quelques semaines. C'est maintenant qu'il faut dire Stop et ouvrir le débat.

D'autres pistes existent, on le sait, que celles que veut imposer le pouvoir.

Nous sommes tous Grecs !

Dans chaque tragédie, il y a un prologue.

On peut craindre que la grave situation que connaît la Grèce ne soit l'inquiétant prologue d'une tragédie pour toute l'Union européenne. Celle-ci est organisée depuis le jour où ceux qui se sont érigés comme les seuls détenteurs de l'idée européenne ont forcé la Grèce à adopter l'euro en lui permettant de camoufler l'ampleur de sa dette publique. Et aujourd'hui, des agences de notation privées, liées aux requins de la finance, émettent sur la Grèce des notes d'insolvabilité pour faire monter les enchères des taux d'intérêt des emprunts que ce pays est désormais contraint de contracter. Ces derniers ont dépassé les 8 %, quand l'Allemagne en dispose à 2,5 %.

Qui profite de ce climat alarmiste ? Seules les grandes banques et compagnies d'assurances privées. Elles accumulent chaque jour avec de tels taux des profits colossaux qu'elles font payer au peuple grec en abaissement de salaires, en réduction de dépenses publiques utiles, en augmentation de différents impôts, en recul de l'âge de la retraite, en privatisations. Mais aucune décision n'est prise pour abolir les cadeaux fiscaux et sociaux aux grandes entreprises et aux classes les plus fortunées ; pour imposer les revenus du capital et de la rente ou encore pour réduire les dépenses d'armement. La Banque centrale européenne, qui a massivement prêté de l'argent aux banques privées, n'est pas autorisée, en vertu de l'article 123 du traité de Lisbonne, à en faire autant pour les pays.

C'est le comble ! C'est exactement le contraire des possibilités offertes à la Réserve fédérale américaine. Les mêmes banques, y compris grecques, qui ont reçu des milliards d'euros de fonds publics au titre de leur plan de sauvetage, spéculent aujourd'hui avec gourmandise sur la dette publique, en toute impunité. Et pendant ce temps, MM Barroso ou Van Rompuy, Mme Merkel ou M. Sarkozy amusent la galerie, palabrent sans fin, laissant la Grèce et demain l'Espagne, le Portugal, l'Italie, l'Irlande et toute l'Europe, dériver dans le marasme et la faillite pour leurs populations. Tout être sensé ne peut être que révolté par cette situation.

Le débat qui a eu lieu au moment du référendum sur le traité de Maastricht puis sur le projet de constitution européenne, trouve ici une résonance particulière. En effet, quelques mois seulement après la mise en place du traité de Lisbonne, on voit les méfaits d'une stratégie qui a conduit à créer, à marche forcée, une monnaie unique et une Banque centrale européenne indépendante des États, mais très dépendante des marchés financiers. L'accélération du climat de panique créé depuis hier matin ne vise qu'à camoufler cet échec lamentable ; à laisser les mains libres aux spéculateurs et surtout à préparer des mesures de super-austérité, de casse des systèmes sociaux et de retraite dans tous les pays de l'Union européenne.

Maintenant ça suffit ! Avant qu'il ne soit trop tard, il faut que des voix s'élèvent contre cette Europe capitaliste et ses dirigeants qui nous mènent dans le mur. Peuples européens, donnons-nous la main pour que la Communauté européenne porte vraiment et d'urgence secours à la Grèce. Rassemblons-nous pour changer les traités, exiger une autre répartition des richesses, l'augmentation des salaires, un autre crédit public, la sécurisation du travail, de la sécurité sociale et des retraites, pour réduire les dépenses d'armement.

Peuples d'Europe, unissons-nous pour renverser les tables de la loi de l'argent roi et pour construire l'Europe sociale, solidaire et écologique.

Bulletin Idées

La crise grecque

Sondage. Selon un sondage BVA, les Français ne croient pas qu'il faudrait exclure la Grèce de la zone euro pour protéger les autres pays de l'UE: les $\frac{3}{4}$ d'entre eux (76%) récusent cette idée et seulement un sur cinq (21%) y souscrit. Oui, du coup assez logiquement, leur solidarité les conduit à être très majoritairement (60% contre 38%) d'accord avec la décision du gouvernement de prêter plus de 6 milliards d'euros à la Grèce. Mais cette solidarité ne correspond pas à un pur angélisme. D'une part elle est conditionnée: plus de six Français sur dix (62%) estiment

que les très dures exigences de l'Allemagne en contrepartie de cette aides ont justifiées. D'autre part, cette solidarité s'explique en partie par les craintes égoïstes qu'ont les Français à propos de la situation de leur propre pays: les ¾ d'entre eux (75% contre 24%) pensent que la France pourrait elle aussi connaître une situation de crise financière. G. Sliman analyse: 76% récusent cette idée et seulement un sur cinq (21%) y souscrit. Surtout, un consensus général existe sur le sujet. Sympathisants de gauche (83%) comme de droite (73%), CSP supérieures, comme catégories populaires (77% et 74% de refus), jeunes comme seniors (82% et 75%), toutes les catégories de population rejettent très majoritairement cette idée. A l'exception unique des sympathisants du Front National qui y seraient favorables pour plus des deux-tiers d'entre eux (67%).

Ils adhèrent à la décision du gouvernement de prêter plus de 6 milliards d'euros à la Grèce. Là encore, le soutien est majoritaire dans la plupart des catégories de population. Il existe toutefois des différences: ce soutien est nettement plus marqué auprès des CSP+ (67%) que des CSP- (49%) et progresse corrélativement avec l'âge (de 52% auprès des plus jeunes à 66% auprès des seniors) et le niveau de revenu des Français interrogés (de 46% auprès des plus bas revenus à 73% auprès des plus hauts).

Mais ils donnent aussi raison aux contreparties exigeantes demandées par l'Allemagne.

Plus de six Français sur dix (62%) estiment que les très dures exigences de l'Allemagne en contrepartie de cette aides ont justifiées. Cette exigence est ainsi nettement plus marquée auprès des sympathisants de droite (84%) qu'auprès de ceux de gauche (44%) et un peu plus grande auprès des CSP+ (62%) qu'auprès des catégories populaires (56%).

Les ¾ des Français croient à un risque de dérive à la Grecque pour la France. C'est le résultat le plus spectaculaire de l'étude: 75% de nos concitoyens pensent que «la France pourrait elle aussi connaître une situation de crise financière comparable à celle de la Grèce» et seulement 24% que «l'état de nos finances nous protège des risques de faillite aussi graves». Il explique sans doute en partie la solidarité affichée par les Français à l'égard des Grecs. Pire que tout, c'est sur cette question – au résultats pessimiste – que le consensus dans l'opinion est le plus fort: ces craintes sont ainsi partagées par 75% des catégories supérieures et 77% des catégories populaires, par 80% des sympathisants de gauche et 67% de ceux de droite, par 77% des Français aux plus bas revenus et 78% de ceux disposant des plus hauts revenus.

Cette nouvelle preuve du très profond pessimisme des Français peut toutefois se comprendre: il y a deux ans et demi, en septembre 2007 donc bien avant la crise mondiale, un certain Premier ministre Français avait lui-même prononcé le mot «faillite» s'agissant de l'état des finances de notre pays. Visiblement, les Français ne l'ont pas oublié.

Selon un sondage CSA/Le Parisien, quels que soient leur sexe, leur âge ou leur profession, 67 % des Français ont la même vision pessimiste vis-à-vis de ce qui se passe en Grèce. Près de deux Français sur trois se sentent concernés par la crise grecque, et ils sont aussi persuadés qu'elle ne va pas rester circonscrite à ce seul pays de l'Union européenne. Tous les regards se tournent d'ailleurs déjà vers le Portugal et l'Espagne, deux autres pays où les déficits publics explosent. Sur un plan plus politique, les plus inquiets de cette situation sont les Français qui se déclarent de gauche (de 69 % pour la gauche classique à 83 % pour l'extrême gauche) et ceux qui habitent en zone urbaine (73 % des Franciliens et 80 % des Ch'tis). Il est vrai que c'est la première fois que le Vieux Continent étale à ce point ses divisions pour savoir s'il faut sauver la Grèce et comment éviter la faillite d'une partie de la zone euro.

Les commentateurs soulignent les responsabilités de l'Allemagne sur l'aide tardive apportée à la Grèce. Dominique Seux (les Echos) est soulagé car l'opposition allemande a apporté in extremis son soutien au plan de sauvetage, les négociations techniques ont avancé à Bruxelles et les efforts demandés à la Grèce ont été confirmés. Il se félicite que la France a été constamment en première ligne pour tenter de sortir par le haut de cette crise. C'est, pour le chef de l'Etat, que la bonne stratégie était la plus compliquée à élaborer. Il a ainsi acquis un rôle de conciliateur utile entre Berlin et Athènes.

Muriel Motte (La Tribune) estime qu'en traînant les pieds pour apporter son obole, l'Allemagne pourrait même alourdir la facture : un défaut de la Grèce coûterait jusqu'à 200 milliards d'euros aux porteurs de dette du pays, vient de chiffrer l'agence de notation S&P. Un tel risque semble s'éloigner, mais la perte serait douloureuse pour les créanciers d'Athènes : 74 % sont étrangers, parmi lesquels banquiers et assureurs français, allemands et italiens figurent en bonne place. Or ces bailleurs de fonds n'ont pas tous fini de digérer la crise des supprimes, dont le FMI vient de chiffrer le coût à 2.300 milliards de dollars (1.700 milliards d'euros) pour l'ensemble des institutions financières mondiales. La valse des milliards donne la mesure des crises actuelles. Dans le même quotidien, Valérie Segond se demande « Les contribuables européens ne pouvant tout assumer, il faudra bien partager le coût de ce sauvetage entre les Grecs et les autres membres de la zone euro, mais aussi entre contribuables et créanciers. D'abord, si les banques, qui renâclent à relancer les prêts à l'économie, doivent être à nouveau recapitalisées, ce

sera in fine par les États. Ensuite, faire sauver les États par les banques ne relèverait pas tout à fait du renvoi d'ascenseur. Est-ce vraiment aux banques de combler les trous des États tricheurs, ou de payer pour les carences politiques de la zone? Au fond, peut-être que oui, si l'on considère que le caractère circulaire du sauvetage n'est que la marque d'une cavalerie généralisée sur laquelle tout le monde a grassement vécu.

Pierre Rousselin dans Le Figaro argumente faussement naïvement « Les Allemands ont raison d'être furieux de devoir aider la Grèce. Mais s'ils ne le font pas, la crise née à Athènes va se propager à toute l'Europe et finira par leur coûter encore plus cher. Il est dommage qu'Angela Merkel n'ait pas eu le courage politique de tenir ce langage à ses concitoyens. Voulait-elle faire plier Athènes et l'obliger à prendre des mesures d'austérité draconiennes? Impressionner d'autres candidats éventuels à un sauvetage? Attendait-elle que l'euro soit lui-même en péril pour pouvoir justifier devant la Haute Cour de Karlsruhe un plan de sauvetage juridiquement contestable? La chance-lière est, en fait, obnubilée par les élections régionales du 9 mai en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Puisque l'aide à la Grèce est si impopulaire, chaque parti pousse à l'intransigeance maximale et l'opinion allemande s'enferme dans son refus. Pourtant, une réaction rapide aurait isolé le cas, somme toute unique, de la tricherie sur les comptes grecs et évité la crise systémique de la dette publique qui s'abat sur l'Europe du Sud.

Eric Le Boucher souligne dans Les Echos « Combien d'Allemands pensent que leur pays a intérêt aujourd'hui à quitter l'euro? Sans doute pas loin de 90 %. Combien y en a-t-il au sein de la classe politique outre-Rhin? Sans doute aussi une large majorité. C'est nouveau et inquiétant. Nous sommes en 2010, beaucoup d'eau a coulé aux pieds de la Lorelei. L'URSS, le Mur et la réunification sont loin. Les dirigeants ont atteint leur but : l'Allemagne est devenue banale. Mais, du coup, banale signifie aussi qu'on lui accorde ses justes droits. Les citoyens allemands, éreintés par la réunification, ont commencé à trouver qu'ils ne devaient plus payer « plus » que les autres pour le budget de l'Union. Justement, l'Allemagne a-t-elle vraiment intérêt à l'Union? A cette Union-là? Maastricht devait imposer une politique monétaire « à l'allemande » et une discipline budgétaire pour préserver la valeur de la monnaie unique (inflation et taux de change). La BCE a bien fait ce travail. La vraie divergence concerne la politique économique. L'Allemagne se dote des lois Harz, qui lui permettent une stabilité de ses coûts du travail (+ 10 %) depuis la création de l'euro en 1999, tandis que ceux de ses partenaires gagnent plus de 40 %. Dans le même temps, la dette des ménages est, elle aussi, stable alors qu'elle double dans la zone euro. L'Allemagne consacre 2,60 % de son PIB en R&D, les autres 1,54 %, selon Patrick Artus. Cette divergence de stratégie économique entre une Allemagne-Chine exportatrice et une zone euro-Amérique importatrice creuse les déséquilibres internes. Les autres pays doivent-ils suivre le modèle germanique? Ils n'ont pas le choix en vérité : Berlin et les marchés, la nouvelle Union l'exigent. Les chiffres infirment cette « autonomie » allemande : l'Europe représente encore 63 % des exportations allemandes, la zone euro 43 %, contre seulement 7 % pour l'Amérique et 10 % pour les émergents. L'intérêt allemand est encore européen, et pour longtemps.

Daniel Cohn-Bendit analyse les réticences de Berlin à venir en aide à la Grèce. « La France pense que l'Europe est une grande France et l'Allemagne pense que la zone euro est une grande Allemagne. C'est du souverainisme économique, qui se traduit par des relents xénophobes dans les tabloïds. Le fond du problème est que la nouvelle classe dirigeante, au-delà des préoccupations de politique intérieure de Merkel, entretient désormais une distance émotionnelle vis-à-vis de l'Europe. L'Allemagne, durant la crise, n'a accepté qu'à reculons des solutions européennes, car elle pensait pouvoir s'en sortir par ses propres forces. Comme le dit le philosophe allemand Ulrich Beck, (l'Allemagne) se pense désormais comme une grande Suisse ou une petite Chine exportatrice. Comme elle est dans l'UE et dans l'euro, elle doit faire avec, mais elle veut mener la barque au plus près de ses intérêts nationaux. Je suis persuadé que le gouvernement, en laissant pourrir la situation grecque, a sciemment voulu faire une dévaluation compétitive de l'euro afin de favoriser son commerce extérieur. C'est un succès puisque les exportations allemandes se sont envolées. Le pays s'est offert le luxe de démontrer qu'il pouvait à lui seul décider de faire baisser l'euro, ce qui montre que le souverainisme économique allemand est à court terme payant. Lâcher le Mark aujourd'hui serait impossible. Ceux qui ont fait l'euro, ce sont ceux qui avaient encore conscience des raisons pour lesquelles on a construit l'Europe : ils avaient vécu la Seconde Guerre, ce qui n'est pas le cas des dirigeants actuels.

Dominique Reynié met en avant la question de la dette. Dans Le Monde, il estime « Je crois en effet que les pays du Sud se projettent comme des pays potentiellement en difficulté. Ils sont donc sensibles à l'idée d'un filet de sécurité, dont ils pourraient être les bénéficiaires... Ce qui est intéressant, c'est aussi que l'on observe partout une réelle inquiétude face à la dette des États. La crise grecque peut contribuer à en faire un thème politique majeur. » Il admet une solidarité des partis français à la Grèce « Ils savent que tout mouvement vers une sorte d'euroscpticisme produirait des effets sur les marchés financiers, sur les taux. Pour un parti de gouvernement, ou qui aspire à l'être, il n'y a pas d'intérêt raisonnable à jeter de l'huile sur le feu. En revanche, les partis périphériques ont intérêt à occuper cet espace politique. Ils vont donc le faire. »

Et Dominique Strauss-Kahn condamne quant à lui l'absence de politique économique coordonnée de la zone euro. Satisfait, il remarque que le contribuable s'est mobilisé pour

sauver le système financier. Pour cette fois encore mais il doute que cela se reproduise si d'aventure une crise voisine se produisait dans les années qui viennent. « Surtout quand on voit le comportement de certains acteurs du système financier, qui font comme s'il ne s'était rien passé et reviennent à leurs pratiques d'avant, notamment en matière de rémunérations et de bonus ! L'idée est donc de créer une sorte d'assurance, qui permette au système financier de se rétablir en cas de crise. Il faut une coordination mondiale, pour éviter que les institutions financières ne choisissent de s'installer là où la réglementation serait la plus souple. » Il note s'agissant de l'aide à la Grèce « La Grèce est dans une situation budgétaire difficile. Son économie souffre d'un manque de compétitivité. Nous sommes en train d'élaborer avec le gouvernement d'Athènes un chemin raisonnable de

retour à une situation normale. Nous avons le rôle d'un docteur : quand on nous appelle, c'est qu'on est malade. Mais la maladie est toujours antérieure à l'arrivée du docteur. Lorsque nous arrivons, nous débloquons des ressources pour financer une période de transition. En contrepartie, le pays aidé s'attache à régler ses problèmes, qui sont souvent d'origine budgétaire. On n'impose rien du tout. C'est le gouvernement souverain qui décide des mesures concrètes à prendre. Il faut que les Grecs aient présent à l'esprit que le redressement de leurs comptes publics, après plusieurs années de dérapages inconsidérés, va être pénible et difficile. Mais il n'y a pas d'autre solution pour en sortir. Si nous prêtons à la Grèce, il y aura une contribution de très nombreux pays, y compris de pays assez pauvres. Le point de départ de la dette était déjà élevé : avant la crise, la dette publique représentait 80 % du produit intérieur brut (PIB) en moyenne dans les pays

développés. Nous estimons qu'elle atteindra 120 % en 2015.

La réforme des retraites et les manifs du 1er mai

Sondage. 85 % des Français se disent intéressés (42 % "beaucoup" et 43 % "assez") par le débat sur les retraites. Seuls 15 % s'y intéressent peu (13 %) ou pas du tout (2 %), selon une enquête de l'Ifop pour le groupe Médicis. Dans ce débat, ils font confiance d'abord aux "experts" (58 %), aux mutuelles de retraites, (57 %) et aux syndicats (53 %). Les partis d'opposition (33 %), le gouvernement (30 %), le patronat et les médias (27 % chacun) arrivant loin derrière. Les sondés se défient le plus nettement du gouvernement et du patronat avec respectivement 32 % et 28 % qui ne leur font « pas du tout confiance ».

Les personnes interrogées estiment le débat sur les retraites « utile » (87 %) mais pensent très majoritairement « qu'il ne traite pas suffisamment des problèmes de fond et se limite à des querelles politiciennes » (86 %), et qu'il faut du temps « car la question des retraites est complexe » (85 %). Les trois-quarts affirment enfin que le « débat ne changera rien, car le gouvernement a déjà défini les grandes lignes de la réforme.

Selon un sondage Viavoix pour HEC/Le Figaro Économie paru lundi 3, près de trois cadres sur quatre (72 %) se déclarent "très" ou "assez" inquiets concernant le financement de leur retraite, dans le quotidien. 62 % des personnes interrogées estiment par ailleurs que le système de retraite actuel est "un atout pour la France" et qu'il faut le "préserver", contre 31 % qui pensent que c'est "une contrainte" et qu'il faut le "transformer profondément". Quant au moral des cadres, il a perdu huit points (moins 34) en avril par rapport à mars, selon le sondage. Preuve de cette morosité, 80 % des cadres sont pessimistes sur l'évolution de leur carrière dans les mois à venir, 57 % jugeant les opportunités "plutôt faibles" et 23 % les estimant "inexistantes".

L'intérêt des Français pour la Bourse est revenu sur ses niveaux d'avant-crise, selon le baromètre TNS Sofres/Les Echos. Une majorité ne connaît pas ou peu les actions. La frilosité à l'égard des marchés reste vive, d'autant que la Bourse souffre globalement d'une mauvaise image. « Premier constat de cette étude : le grand public est loin d'être passionné par les marchés. Malgré un regain d'appétit en 2008, sur fond d'affaire Kerviel et de faillite de Lehman Brothers, et surtout en 2009, dans un contexte d'importante volatilité, le goût pour la Bourse est revenu sur ses niveaux d'il y a environ trois ans, avant même le début de la crise des « subprimes » : moins d'un quart des Français (24 %) déclare s'intéresser aux marchés et à l'actualité des sociétés cotées, soit 12 points de moins qu'en février 2009. « Avec la crise, les médias ont beaucoup relayé d'informations sur ces thématiques. Les gens se sont sentis obligés de suivre l'actualité. Mais, maintenant que le pic est passé, on retrouve les niveaux d'intérêt d'avant », souligne Ana Albizu, directrice de clientèle chez TNS Sofres. Des chiffres à lier avec le faible nombre d'actionnaires : seulement un tiers des Français (36 %) a déjà acheté des actions et 19 % des obligations. Nos compatriotes continuent, en masse, de se méfier des marchés : une large majorité (88 %) juge les actions « risquées ». Sur ce total, 46 % pensent qu'elles sont « très risquées », même si la proportion a baissé de 11 points sur un an.

Selon un sondage BVA, la crise de confiance que connaissent les Français avec les grandes institutions censées les représenter est profonde. Avec leur gouvernement il s'agit d'un gouffre: Pour agir dans l'intérêt des salariés, les syndicats inspirent peu confiance aux Français (52%) mais toujours un peu plus que les chefs d'entreprises (43%) ou l'opposition de gauche (40%), et nettement plus (21points) que le gouvernement (31%).

Aucune des quatre Institutions testées concernant sa capacité à agir dans l'intérêt des salariés ne recueille plus de 52% de confiance.

Les syndicats, dont c'est tout de même le coeur de mission, sont logiquement l'institution inspirant le plus de confiance ou le moins de défiance de la part de nos concitoyens comme des salariés eux-mêmes; mais auprès des uns comme des autres, le niveau de confiance observé reste extrêmement décevant voire médiocre: les Français leur font confiance à 52% contre 46% et les salariés à 51% contre 48%. Ce résultat est pourtant bon en relatif, cette institution étant la seule à susciter davantage de confiance que de défiance de la part de nos concitoyens: les chefs d'entreprises suscitent majoritairement la défiance (54% contre 43%) tout comme l'opposition de gauche (56% contre 40%). Et que dire du gouvernement: les deux tiers de nos concitoyens (67% contre 31%) et près des ¾ des salariés (72%) ne lui font pas confiance pour agir dans l'intérêt des salariés.

Ce faible niveau, tout comme l'immense écart de confiance (21 points) existant entre le gouvernement et les syndicats ne facilitera pas la tâche du gouvernement dans les négociations difficiles sur les retraites qu'il est en train de conduire avec eux.

La Croix analyse les positions de la CGT qui plaide pour la mise en place d'une « maison commune des régimes de retraite » conçue comme un « socle commun de droits et de garanties », destiné à éviter d'opposer privé et public. Ce socle commun garantirait notamment la possibilité de prendre sa retraite dès 60 ans. Cependant, « les ouvriers ayant une espérance de vie de sept ans inférieure à celles des cadres, nous estimons que les métiers pénibles doivent donner droit à un départ anticipé », explique Éric Aubin, le spécialiste « retraites » de la CGT. Le syndicat veut aussi faire valider dans le calcul des droits à la retraite « les années d'étude, les périodes de stage, de formation, de recherche d'un premier emploi et d'inactivité forcée ». Pour y parvenir, la CGT estime qu'il faut revenir à un salaire de référence calculé sur les dix meilleures années et revalorisé en suivant la courbe des salaires. Ce qui reviendrait à abroger la réforme Balladur de 1993. Pour financer ce socle de droits, la CGT évalue à six points de PIB les ressources à trouver. Pour cela, le secrétaire général, Bernard Thibault, pense que « le premier sujet, c'est l'emploi. La CGT veut aussi faire contribuer tous les revenus (intéressement, participation, stock-options, revenus financiers des entreprises). la centrale va avoir l'occasion de débattre, lors de son congrès, du 7 au 11 juin, des options les plus controversées. Le quotidien retient que le seul syndicat à s'être déclaré ouvert à une réflexion sur le passage à un système à points, la CFDT, affirme désormais simplement, dans son projet de résolution, qu'une réforme « exclusivement paramétrique » est vouée à l'échec. Sa priorité : la réduction des inégalités, qui opposent femmes et hommes, carrières longues et précaires, salariés ayant cotisé dans une seule caisse et polypensionnés... Le texte estime ainsi « utile de réfléchir aux conditions d'unification » des régimes du public et du privé, comme des régimes de base et complémentaires, unifications refusées par la plupart des autres syndicats. Et il affirme qu'« il faut généraliser l'épargne retraite », notamment dans les PME. Hostile comme les autres organisations à un report de l'âge légal, qui, selon le négociateur « retraites » Jean-Louis Malys, « pénaliserait ceux qui ont commencé tôt, souvent les plus modestes », la CFDT envisage en revanche, sous conditions, notamment de prise en compte de la pénibilité, une augmentation de la durée de cotisation. Côté financement, la centrale privilégie la hausse des cotisations, mais envisage, pour faire face à la crise et aux besoins de solidarité, de faire appel à la fiscalité « au travers de contributions assises sur l'ensemble des revenus, y compris ceux des capitaux.

Dans Libération, Bernard Thibault a appelé l'ensemble des Français à se mobiliser le 1er mai, pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat et les conditions de travail. Mais aussi et surtout les retraites, pour lesquelles les premières pistes de réforme du gouvernement l'inquiètent. Il constate « On nous a expliqué, à coup de G20 et de déclarations tonitruantes, que le capitalisme allait être régulé, que l'on allait mettre fin aux excès des traders et des banques, et que les paradis fiscaux allaient disparaître. La réalité est évidemment très différente. Ce qui se passe aujourd'hui en Grèce, au Portugal et en Espagne, nous montre que la crise est loin d'être finie. Les Etats sont désormais eux-mêmes menacés par la spéculation financière. Et la France n'est pas à l'abri. Le comble, c'est que le système financier, qui est à l'origine de la crise qui a tant coûté à nos finances publiques et qui a détruit 680 000 emplois en France, est celui-là même qui nous demande maintenant de tailler dans notre système social, et notamment dans nos retraites. Or, si le déficit actuel des régimes a tant dérapé, c'est avant tout dû à la crise financière, et non pas au déséquilibre démographique. Les salariés n'en sont pas responsables.

« Retraites: le gouvernement conforté après l'échec du 1er mai », clironne Le Figaro en Une. Le quotidien qui constate que « les syndicats n'ont pas réussi à mobiliser » Et qui estime que « ce 1er mai a adressé une fin de non-recevoir au discours pavlovien, stéréotypé et usé jusqu'à la corde des syndicats sur la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat, des services publics et des retraites.»

Le Journal du Dimanche annonce à la Une, après le 1er mai, la réaction de l'Elysée assortie d'un « message ». Il s'agit en fait d'un commentaire du conseiller social de N. Sarkozy: Raymond Soubie, lequel se « garde bien de stigmatiser la faible mobilisation syndicale ». il préfère « assurer que cela ne pèsera pas sur les choix du président » et

il a cette phrase pleine de prudence « cela ne signifie pas que la réforme se présente comme un chemin bordé de roses ». Le Nouvel Observateur publie son portrait car il est l'homme clef de la réforme des retraites. Pour l'Obs, il est « incontournable » « il maîtrise tout, ses dossiers, les syndicats, le choix des ministres aussi ».

PS

Les commentateurs raillent l'aspect rétro du projet du PS. Ainsi D. Seux, dans Les Echos, note ce texte d'une vingtaine de pages se prête à deux lectures. La première fait surgir une impression générale : ce qui domine, c'est la volonté de rompre avec le réformisme social libéral et les expériences passées de la gauche de gouvernement. On n'est pas très loin de 1981. La dénonciation du système économique actuel est totale, sans réserves - et aussi caricaturale que les critiques contre Nicolas Sarkozy. L'objectif est bien sûr de rassurer le « peuple de gauche », celui dont les suffrages ont manqué en 2002 et 2007, et aussi de séduire les écologistes. La seconde lecture, celle du détail des propositions, est cependant plus inquiétante parce qu'elle révèle sur plusieurs points clefs des pistes moins tournées vers l'avenir que vers le passé. En définitive, c'est en matière fiscale que le projet est plus précis - ce qui n'est pas le cas sur les retraites - et a davantage vocation à être appliqué : la fusion entre l'impôt sur le revenu et la CSG apparaît comme la grande réforme promise. Mais attention à ne pas s'y tromper, même si ce n'est pas dit explicitement, elle se traduira par une hausse des prélèvements. Si le volontarisme affiché sur la baisse des déficits est à mettre à leur crédit, cette précision montre que, pour les socialistes, la nouvelle civilisation ressemblera à l'ancienne.

Le Figaro indique que pour Martine Aubry, il s'agit aussi de donner le coup d'envoi de la bataille idéologique qu'elle veut mener contre la droite en vue de l'élection présidentielle de 2012. Elle veut faire au PS ce que Nicolas Sarkozy a réussi à l'UMP avant 2007 : réancrer le parti sur ses valeurs. Elle défend plusieurs « mutations » : « La priorité au long terme plutôt que la tyrannie du court terme », « la société de la création plutôt que la société de la fausse performance », « la société du bien-être plutôt que du tout-avoir ». Il ne s'agit pas de « poser une rustine ici ou un pansement là mais de proposer un autre modèle » au libéralisme. Rien de moins. « Sur la revalorisation du travail, nous nous sommes laissé embarquer par la droite. Il va falloir la lui reprendre », a-t-elle lancé. Petit à petit, Martine Aubry réussit son pari : remettre le parti au travail, obtenir un consensus intérieur, même de façade. Cerise sur le gâteau, les sondages lui sont désormais favorables : deux enquêtes la donnent au coude-à-coude avec Nicolas Sarkozy en cas de premier tour d'une présidentielle. À égalité à 25% selon une enquête Ifop, à 24% contre 28% pour le chef de l'État, selon une enquête BVA. Pour autant, ses concurrents n'ont pas désarmé.

F. Fressoz dans Le Monde remarque « De ses échecs précédents, le parti de Martine Aubry a incontestablement tiré des leçons : il est devenu moins " bobo " et plus en phase avec les préoccupations de l'électorat populaire. Fini les 35 heures comme projet d'épanouissement. Les socialistes veulent se réapproprier le travail et le pouvoir d'achat. Le PS ne veut pas non plus abandonner au président de la République la défense de l'industrie française. Pour lutter contre les délocalisations, il imagine désormais aux frontières de l'Europe des " écluses sociales ou environnementales ". Une entorse à sa tradition libre-échangiste. Deuxième remarque, la mue écologique du PS est en marche, signe que son système d'alliances est en train de muter. Mais la révolution reste maîtrisée : le PS n'entend pas céder aux sirènes de la décroissance. Troisième remarque : le PS ne biaise pas avec la réalité. A plusieurs reprises dans son texte, il met en avant " la situation désastreuse des finances publiques ", insiste sur " le nécessaire redressement des comptes publics ", prévient qu'il faudra " réduire la dette publique ". Cela le conduit à réhabiliter, comme en 1981, l'idée de " révolution fiscale " pour trouver des marges de manoeuvre. Mais un non-dit demeure. Qui paiera plus au terme de la fusion entre l'impôt sur le revenu et la CSG ? Seulement les " très riches " ou également le haut des classes moyennes. Quatrième remarque : le PS a compris que, pour séduire, il ne pouvait se cantonner au socialisme gestionnaire. La rupture qu'il veut incarner avec le sarkozysme passe par l'affirmation d'un nouveau modèle productif, fondé sur les valeurs traditionnelles de la gauche, le développement durable, et avec l'injection d'une dimension morale : " la société du "care". Cela donne-t-il au bout du compte un projet mobilisateur pour 2012 ? Si certaines propositions sont innovantes, il y a aussi beaucoup de retours en arrière. Ainsi, la forte implication revendiquée de l'Etat dans le domaine industriel, avec la création d'un " pôle public d'investissement industriel " fait penser à la période 1988-1993.